

Memorial
des
Großherzogthums Luxemburg.



MEMORIAL
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Mittwoch, 28. Juni 1876.

N^o 42.

MERCREDI, 28 JUN 1876.

Beschluß vom 18. Juni 1876, wodurch gewisse Abänderungen der Statuten der Société industrielle du Grand-Duché de Luxembourg genehmigt werden.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, &c., &c., &c.;

Nach Einsicht der authentischen Ausfertigung des am 11. April 1876 durch den Notar Jakob Graas aus Luxemburg aufgenommenen Actes, wodurch Aenderungen an den Statuten der anonymen Gesellschaft Société industrielle du Grand-Duché de Luxembourg vorgenommen worden sind;

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 2. October 1873, wodurch die Errichtung besagter Gesellschaft genehmigt worden ist;

Nach Einsicht der Art. 29 und ff. des Handels-Gesetzbuches;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Einsicht der Conseilsberathung der Regierung;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die an den Statuten der anonymen Gesellschaft « Société industrielle du Grand-Duché de Luxembourg » vorgenommenen Aenderungen sind nach Wortlaut des am 11. April 1876 durch den Notar Jakob Graas aus Luxemburg aufgenommenen Actes, welcher gegenwärtigem Beschlusse angefügt ist, genehmigt.

Arrêté royal grand-ducal du 18 juin 1876, portant approbation de diverses modifications aux statuts de la « Société industrielle du Grand-Duché de Luxembourg. »

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu l'expédition authentique d'un acte reçu le 11 avril 1876 par le notaire Jacques Graas de Luxembourg, renfermant des modifications apportées aux statuts de la Société anonyme dite « Société industrielle du Grand-Duché de Luxembourg »;

Vu Notre arrêté du 2 octobre 1873, par lequel l'établissement de cette Société a été autorisé;

Vu les art. 29 et suivants du Code de commerce;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et vu la délibération du Gouvernement réuni en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvées les modifications aux statuts de la Société anonyme dite « Société industrielle du Grand-Duché de Luxembourg », telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé le 11 avril 1876 devant le notaire Jacques Graas de Luxembourg, lequel acte est annexé au présent arrêté.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses, welcher ins „Memorial“ eingebracht werden soll, beauftragt.

Saag den 18. Juni 1876.

Für den König-Großherzog :
Dessen Statthalter
Der Staatsminister, im Großherzogthum,
Präsident der Regierung, **Heinrich,**
F. de Blochausen. Prinz der Niederlande.

Art. 2. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

La Haye, le 18 juin 1876.

Pour le Roi Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant
Le Ministre d'État, dans le Grand-Duché,
Prés. du Gouvernement, **HENRI,**
F. DE BLOCHAUSEN. PRINCE DES PAYS-BAS.

(Annexe.)

L'an 1876, le mardi, 11 avril, à dix heures et demie du matin,

Sur la demande de la Société anonyme dite « *Société industrielle du Grand-Duché de Luxembourg* », établie à Luxembourg, M^e Jacques Graas, notaire, résidant à Luxembourg, assisté des témoins qualifiés à la clôture des présentes, s'est rendu rue de la Trinité, N^o 7, à Luxembourg, pour y recevoir le procès-verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite Société, fixée à ces jour, heure et lieu.

La convocation à cette assemblée générale a eu lieu conformément à l'art. 38 des statuts de la Société, ainsi qu'il conste des exemplaires ci-joints des journaux : a) *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, des 14 et 17 mars dernier ; b) *Indépendance luxembourgeoise*, des 17 mars dernier et 1^{er} avril courant ; c) *Echo du Parlement belge*, des 16 mars dernier et 2 avril courant.

Furent présents :

1^o M. Rodolphe *Coumont*, banquier, demeurant à Bruxelles, président du conseil d'administration de la Banque belge du commerce et de l'industrie, établie à Bruxelles, porteur de 6817 actions et de 1800 parts de fondateur ;

2^o M. Zénon *De Muysen*, avocat-avoué et député, demeurant à Luxembourg, porteur de 50 parts de fondateur en son nom, et comme fondé de pouvoirs de M. Emile-François *Majerus*, industriel, demeurant à Colmar, propriétaire de 50 actions, suivant procuration sous-seing privé, datée de ce jour, laquelle pièce, après avoir été dûment paraphée pour ne varier, restera annexée aux présentes, avant lesquelles elle sera enregistrée ;

3. M. Gustave *Michelet*, ingénieur, domicilié à Bruxelles, porteur de 50 parts de fondateur ;

4^o M. Aimable *Castermann*, colonel du génie en retraite, domicilié à Bruxelles, détenteur de 25 actions.

Deux exemplaires de chacun des journaux susrappelés, après avoir été dûment paraphés ne varientur, resteront annexés aux présentes, avant lesquelles ils seront soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

L'assemblée est présidée par M. *De Muysen*, comparant. — M. le président déclare l'assemblée générale extraordinaire ouverte à onze heures. Il constate que 6892 actions et 1900 parts de fondateur, annoncées et produites conformément à l'art. 39 des statuts, sont représentées et que par conséquent l'assemblée est régulièrement constituée et habile à délibérer valablement sur l'objet à l'ordre du jour, à savoir :

« *Modification des statuts* », conformément aux articles 36 et 37 des statuts.

M. le Président expose qu'il convient d'apporter aux statuts certaines modifications reconnues nécessaires, modifications conçues en ces termes :

A. En l'art. 17 l'alinéa 3 serait à remplacer par ce qui suit :

« *Chaque administrateur doit déposer dans la caisse de la Société 50 actions ou parts de jouissance.* »

B. L'art. 20 serait à remplacer par ce qui suit :

« *Le Conseil peut nommer un administrateur délégué ou un directeur-gérant, chargé de l'exécution de ses résolutions, de la direction et de l'expédition des affaires courantes, ainsi que de la direction et de la surveillance des établissements de la Société.*

» *L'administrateur délégué ou le directeur-gérant jouira d'un traitement à fixer par le Conseil d'administration.*

» *Le Conseil peut, pour un objet déterminé et par mandat spécial, déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres.* »

C. L'art. 24 serait à modifier comme suit :

« *La signature sociale appartient à l'administrateur délégué ou au directeur-gérant. Toutefois les transferts de rentes, les emprunts, transactions, actes d'acquisition, de vente ou d'échange de propriétés immobilières de la Société doivent être consignés par un administrateur ou un mandataire spécial, agissant en vertu d'une délégation expresse du Conseil d'administration.*

» *La signature doit être précédée de ces mots : « Société industrielle du Grand-Duché de Luxembourg. »*

D. L'art. 26 est à modifier comme suit :

« *Les opérations de la Société seront surveillées par trois commissaires au moins et cinq au plus. L'un d'eux au moins doit être luxembourgeois.* »

E. L'art. 27 est à remplacer par ce qui suit :

« *Chaque commissaire doit déposer dans les caisses de la Société 25 actions ou parts de jouissance, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions et affectées à la garantie de l'exécution de son mandat.* »

F. Dans l'art. 38 supprimer les mots :

« *Dans le Mémorial du Grand-Duché et.* »

Après discussion, l'assemblée adopte à l'unanimité les propositions du Conseil d'administration et charge M. De Muyser de faire les diligences nécessaires pour obtenir l'approbation du Gouvernement.

Dont acte, fait et reçu à Luxembourg, au siège social de la Société, en présence des sieurs Antoine Nickels, menuisier, et Jean Tremont, serrurier, tous les deux demeurant à Luxembourg, témoins requis. Et après lecture et interprétation faites en idiome du pays aux comparants et aux témoins, tous assemblés et connus du notaire par noms, états et demeures, ils ont tous signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures, la formule d'enregistrement et la copie du pouvoir annexés.)

Pour expédition conforme délivrée à M. De Muyser susdit, à sa demande, le 14 avril 1876.

(signé) GRAAS.

(Appartient à l'arrêté royal grand-ducal du 18 juin 1876.)

Uebereinkommen zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und der Schweiz, betreffend den gegenseitigen Austausch von Postanweisungen.

Auf Grund des Artikels 13 des am 9. October 1874 zu Bern abgeschlossenen Vertrages, betreffend die Gründung eines allgemeinen Postvereines, sind die Unterzeichneten, vorbehaltlich der Genehmigung, über folgende Artikel übereingekommen.

Art. 1.

1. Zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und der Schweiz kann die Uebermittlung von Geldbeträgen im Wege der Postanweisung stattfinden.
2. Zu den Postanweisungen kommen die in beiden Ländern für den Verkehr mit dem Auslande im Gebrauch befindlichen Formulare in Anwendung. Der Abschnitt der Postanweisung darf Seitens des Absenders zu schriftlichen Mittheilungen jeder Art benutzt werden.
3. Der Betrag einer jeden Postanweisung hat in Franken zu lauten. Die Summe muß in Zahlen und in Buchstaben ausgedrückt sein.
4. Der Höchstbetrag einer Postanweisung wird auf 375 Franken festgesetzt.
5. Das Verfahren der Einschreibung (Recommandation) findet bei den Postanweisungen keine Anwendung.
6. Die Auszahlung der auf Postanweisungen eingezahlten Beträge wird den Absendern gewährleistet.

Art. 2.

1. Die für Postanweisungen im Voraus zu entrichtende Gebühr beträgt:

bis 100 Franken	0,50 Franken.
über 100 bis 200	1,00 "
über 200 bis 300	1,50 "
über 300 "	2,00 "
2. Die Einnahme an Gebühren soll zwischen der Postverwaltung des Aufgabebereiches und der Postverwaltung des Bestimmungsgebietes halbtheillich getheilt werden.

Art. 3.

Die Postanstalt am Bestimmungsorte hat zu prüfen, ob die Postanweisung vorschriftsmäßig ausgefertigt ist. Ergeben sich bei der Prüfung gegen die Richtigkeit Anstände, so ist die Postanweisung zur Beseitigung der Mängel mittelst Schreibens an die Aufgabe-Postanstalt zurückzusenden.

Art. 4.

1. Der Austausch der Postanweisungen zwischen Luxemburg und der Schweiz wird durch sämtliche den Briefpostverkehr vermittelnde Auswechselungs-Postanstalten bewirkt. Diese Postanstalten haben sich gegenseitig die aus einem nach dem anderen Lande abzuschickenden Postanweisungen mit jeder sich darbietenden Postbeförderungs-Gelegenheit zu übermitteln.
2. In Bezug auf die Versendung werden die Postanweisungen den gewöhnlichen Correspondenz-Gegenständen gleichgeachtet, bei der Auslieferung aber mit den Einschreibsendungen zusammenverpackt.

Art. 5.

1. Für Postanweisungen, auf welchen das schriftliche Verlangen ausgedrückt ist, daß die Bestellung an den Adressaten sogleich nach der Ankunft durch besondere Boten erfolgen soll (Gilbestellung) ist, wenn dieselben an Empfänger im Orts-Bezirk der Bestimmungs-Postanstalt gerichtet sind, ein Gilbestellgeld von 30 Centimen zu erheben.

2. Hat der Gilbote die Gelbbeträge zu den Postanweisungen mit zu überbringen, so soll das Doppelte des vorstehenden Gilbestellgeldsatzes erhoben werden.

3. Die Entrichtung des Gilbestellgeldes kann vom Absender erfolgen oder dem Adressaten überlassen bleiben.

4. Bei Postanweisungen nach dem Land-Bezirk einer Postanstalt gilt als Regel, daß das Gilbestellgeld von dem Adressaten zu entrichten ist, und zwar in dem Betrage, welcher dem Boten für die Ausführung der Gilbestellung nach dem festgesetzten bz. nach dem ortsüblichen Satze vergütet wird.

Das Gilbestellgeld wird stets von der Postanstalt des Bestimmungsortes bezogen.

Art. 6.

1. Wenn eine Postanweisung innerhalb 7 Tage, vom Tage der Ankunft derselben bei der Bestimmungspostanstalt an gerechnet, nicht zur Auszahlung gelangt ist, so wird die Rückzahlung des Geldes an den Aufgeber eingeleitet. Ist dagegen eine Postanweisung mit dem Vermerk „postlagernd“ versehen, so wird die Rückzahlung des Geldes an den Aufgeber erst eingeleitet, wenn die Auszahlung nicht binnen 3 Monate, vom Tage der Ankunft der Postanweisung bei der Bestimmungspostanstalt an gerechnet, stattgefunden hat.

2. Stehen der Postanstalt am Bestimmungsorte die erforderlichen Geldmittel augenblicklich nicht zur Verfügung, so kann die Auszahlung erst verlangt werden, nachdem die Beschaffung der Mittel erfolgt ist.

3. Abhanden gekommene Postanweisungen können durch Doppel ersetzt werden, deren Ausfertigung von der Verwaltung des Ursprungsgebietes innerhalb der betreffenden, für jedes Land bestehenden Fristen und nach Maßgabe der diesbezüglichen Regeln erfolgt, nachdem zuvor festgestellt ist, daß die Auszahlung der Beträge nicht stattgefunden hat.

Art. 7.

1. Auf Postanweisungen eingezahlte Beträge können auf Verlangen des Absenders durch die Postanstalt am Aufgaborte auf telegraphischem Wege der Postanstalt am Bestimmungsorte zur Auszahlung überwiesen werden, wenn sowohl am Aufgab- als auch am Bestimmungsorte eine dem öffentlichen Verkehre dienende Telegraphen-Station sich befindet.

2. Im Falle ein solches Verlangen ausgesprochen wird, liegt die Ausfertigung des Telegramms, vermittelt dessen die Ueberweisung erfolgt, der Postanstalt des Aufgabortes ob. Wünscht der Absender durch dieses Telegramm weitere, auf die Verfügung über das Geld bezügliche Mittheilungen zu machen, so muß er diese der Postanstalt am Aufgabort schriftlich übergeben, welche sie in das abzulassende Telegramm mit aufnimmt.

3. Der Höchstbetrag einer telegraphischen Postanweisung wird auf 200 Franken festgesetzt.

4. Der Aufgeber hat zu entrichten:
- a) die Postanweisungsgebühr,
 - b) die Gebühr für das Telegramm.
- Außerdem kann zur Erhebung kommen:
- c) eine Gebühr für Besorgung des Telegramms am Aufgabsorte von der Post bis zur Telegraphenstation, wenn die Telegraphenstation sich nicht im Postgebäude befindet, und
 - d) ein Silbestellgeld für die Bestellung am Bestimmungsorte.
5. Das Telegramm muß Folgendes enthalten:

„Postanweisung Nr.“	(Nummer des Annahme-Buchs für Postanweisungen.)
„Post-Anstalt in“	(Bezeichnung der Postanstalt des Bestimmungsortes.)
„N. hat eingezahlt“	(Name pp. des Absenders und eingezahlter Betrag, letzterer in Buchstaben und in Zahlen anzugeben.)
„Für.“	(genaue Bezeichnung des Adressaten und des Bestimmungsortes, nöthigenfalls der Wohnung, nach Maßgabe des von dem Aufgeber ausgefüllten Postanweisungs-Formulars.)

Post-Anstalt. (Unterschrift.)

6. Das betreffende Postanweisungs-Formular ist auf der Vorderseite in augenfälliger Weise mit dem Vermerke „per Telegraph“ zu versehen und unter Umschlag an die Bestimmungspostanstalt abzusenden.

Die Letztere hat das mit der Empfangsbcheinigung des Adressaten versehene Telegramm der betreffenden Postanweisung anzuhängen.

7. Telegraphische Postanweisungen werden dem Adressaten nur dann durch besondere Boten zugestellt, wenn solches vom Absender verlangt und das Silbestellgeld im Voraus bezahlt bzw. vergütet ist.

Art. 8.

1. Jede Verwaltung stellt monatlich ein Verzeichnis aller von ihren Postanstalten ausgezahlten Postanweisungsbeträge auf. Diese Verzeichnisse müssen im Einzelnen nachweisen:

- a) die von jeder Verwaltung ausgezahlten Postanweisungen, welche nach Maßgabe des Aufgabestempels aus dem betreffenden Monate herrühren.

Postanweisungen, welche noch aus früheren Monaten herrühren, sind am Schlusse dieses Verzeichnisses nachzutragen;

- b) den halbseitlichen Antheil an den für diese Postanweisungen erhobenen Gebühren.

2. Die Postanweisungsbeträge werden in der Franken-Währung eingetragen.

3. Die gedachten Verzeichnisse, durch die vollzogenen Postanweisungen belegt, werden der betreffenden andern Verwaltung in allen Fällen spätestens bis zum Schlusse des auf den betreffenden Monat nächstfolgenden Monats zur Prüfung übersandt und dienen demnächst zugleich als Grundlage für die Abrechnung über den Antheil an den Postanweisungs-Gebühren.

4. Die Prüfung der Verzeichnisse ist mit thunlichster Beschleunigung zu bewerkstelligen und das Ergebnis derselben der betreffenden anderen Verwaltung ohne Verzug mitzutheilen. Auf Grund der geprüften Verzeichnisse werden monatliche General-Abrechnungen über die gegenseitigen Forderungen aus dem Postanweisungs-Verkehr, sowohl hinsichtlich der ausgezahlten Beträge, als auch der Gebühren aufgestellt.

5. Behufs Ermittlung des Saldo aus der Abrechnung über den Postanweisungs-Verkehr wird die geringere Forderung auf die größere Forderung in Gegenrechnung gebracht.

6. Die Saldirung hat Seitens der Verwaltung, welche der anderen Zahlung zu leisten hat, sobald als thunlich, spätestens binnen 8 Tagen nach Empfang der General-Abrechnung zu erfolgen.

7. Die durch die Leistung einer Zahlung entstehenden Kosten werden stets von dem zahlungsleistenden Theile getragen.

Art. 9.

Jeder der beiden Verwaltungen steht das Recht zu, den Austausch von Postanweisungen unter außergewöhnlichen Verhältnissen, welche eine solche Maßnahme rechtfertigen, vorübergehend aufzuheben, sowohl in Ansehung der Absendung, als auch der Empfangnahme, jedoch unter der Bedingung, daß die andere Verwaltung davon unverzüglich auf telegraphischem Wege in Kenntnis gesetzt werde.

Art. 10.

1. Das gegenwärtige Uebereinkommen tritt am 1. Juli 1876 in Wirksamkeit und bleibt bis zum Ablauf eines Jahres von demjenigen Zeitpunkte ab gültig, wo Luxemburgischer Seits der Schweizerischen Postverwaltung oder Schweizerischer Seits der Großherzoglichen Postverwaltung die Absicht angekündigt wird, das Uebereinkommen aufzuheben.

2. Mit dem Tage der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens treten alle bisherigen Bestimmungen außer Kraft, insoweit dieselben den Austausch von Postanweisungen im Verkehr zwischen Luxemburg und der Schweiz betreffen.

3. Etwas erforderliche Änderungen dieses Uebereinkommens können die beteiligten Verwaltungen jederzeit im gemeinsamen Einverständnisse herbeiführen.

So geschehen in doppelter Ausfertigung und unterzeichnet zu Luxemburg den 12. Juni 1876 und zu Bern den 20. Juni 1876.

Für die Luxemburgische Postverwaltung:
Der General-Director der
öffentl. Bauten, Post und Telegraphen,
B. v. R ö b e.

Für die Schweizerische Postverwaltung,
gemäß Ermächtigung des Bundesrathes
vom 10. April 1876;
Der Vorsteher des Post- und Tele-
graphen-Departements,
H e e r.

Vorstehendes Uebereinkommen ist durch das Großh.-Luxemburgische Regierungsrath am 27. Juni 1876 genehmigt und ratificirt worden.

Bekanntmachung. — Postwesen.

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniß gebracht, daß die Postverwaltung Freimarken von 5 Centimen und Postkarten von 10 und 12 ½ Centimen bez. für Belgien und die übrigen Länder des allgemeinen Postvereins, ausgegeben hat.

Avis. — Postes.

Le public est informé que l'Administration des postes vient d'émettre des timbres-poste de 5 centimes et des cartes-correspondance de 10 et 12 ½ centimes, respectivement pour la Belgique et les autres États de l'Union générale des postes. Les

Postkarten für Deutschland werden fortwährend zu 6 Centimen verabfolgt.

Luxemburg den 24. Juni 1876.

Der General-Director der öffentlichen Bauten,
B. v. R ö b e.

cartes pour l'Allemagne continuent à être débitées à 6 centimes.

Luxembourg, le 24 juin 1876.

Le Directeur général des travaux publics,
V. DE ROEBÉ.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 29. Mai 1876 ist Hr. Paul Dicken, Landwirth zu Welfringen, zum Bürgermeister der Gemeinde Dalheim ernannt worden.

Luxemburg den 22. Juni 1876.

Der General-Director des Innern,
N. S A L E N T I N Y.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté royal grand-ducal du 29 mai 1876, M. Paul Dicken, cultivateur à Welfrange, a été nommé aux fonctions de bourgmestre de la commune de Dalheim.

Luxembourg, le 22 juin 1876.

Le Directeur général de l'intérieur,
N. S A L E N T I N Y.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 14. 15. Monats Juni ist Hr. Mathias Gørgen, Eigenthümer zu Strassen, zum Schöffen der Gemeinde Strassen ernannt worden.

Luxemburg den 22. Juni 1876.

Der General-Director des Innern,
N. S A L E N T I N Y.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté du soussigné en date du 14 juin courant, M. Mathias Gørgen, propriétaire à Strassen, a été nommé échevin de la commune de Strassen.

Luxembourg, le 22 juin 1876.

Le Directeur général de l'intérieur,
N. S A L E N T I N Y.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 18. 15. Mts. ist Hr. Johann Feyder, Landwirth zu Strassen, zum Bürgermeister der Gemeinde Strassen ernannt worden.

Luxemburg den 22. Juni 1876.

Der General-Director des Innern,
N. S A L E N T I N Y.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté royal grand-ducal en date du 18 juin ct., M. Jean Feyder, cultivateur à Strassen, a été nommé aux fonctions de bourgmestre de la commune de Strassen.

Luxembourg, le 22 juin 1876.

Le Directeur général de l'intérieur,
N. S A L E N T I N Y.